

Burundi : le médiateur ougandais a finalement quitté le pays

RFI, 20-07-2015 Burundi : report du dialogue après 4 jours de discussions agitées. A un jour de l'expiration présidentielle, le médiateur ougandais, Kyonga Crispus (photo, à gauche), qui tentait de mettre fin à la crise qui dure depuis avril a finalement quitté le pays, en ajournant sine die les pourparlers. En cause, l'absence du camp gouvernemental aux discussions. Pas un ministre, ni un représentant du parti au pouvoir ou de ses alliés n'a répondu à la convocation du ministre ougandais de la Défense. Or la question qui était censée être mise sur la table était celle du calendrier électoral et d'un nouveau report de la présidentielle. Retour sur ce premier round de négociations.

Au premier jour, jeudi 16 juillet, le ministre ougandais de la Défense avait déjà attendu le camp présidentiel, toutes les parties étaient convoquées à 14h. Finalement les ministres de l'Intérieur, des Affaires étrangères, le porte-parole du CNDD-FDD et tous leurs alliés ne sont arrivés que deux à trois heures plus tard. « Nous n'avons pas été informés », avaient-ils expliqué. Les discussions commencent et les accusations réciproques aussi. Les prises de paroles sont interminables. La médiation « elle » fait tout pour aller vite et établir les thématiques à aborder. Pour l'opposition, première urgence, c'est de reporter la présidentielle. Mais un communiqué du gouvernement tombe alors que ses diplomates viennent de rentrer dans la salle. Il appelle les Burundais à aller voter le 21 juillet. Il faudra attendre samedi, troisième jour des négociations, pour que l'ordre des priorités soit établi. Dix points, puis quatre : sécurité, calendrier électoral, gouvernement d'union nationale et troisième mandat. La sécurité et le retour des réfugiés en premier, selon le souhait du gouvernement. L'opposition bataille peu et n'a qu'une hâte, en arriver au débat sur le calendrier électoral. Alors que le sujet doit être mis sur la table, le gouvernement brandit un document signé par plusieurs partis d'opposition et publié depuis plusieurs jours, qui annonce la création prochaine d'un conseil national. Le gouvernement y voit l'équivalent d'une tentative de putsch. Le camp présidentiel obtient un premier ajournement jusqu'à dimanche pour consultation et finalement ne se présente pas. Le report est un « malentendu », selon le gouvernement. Constatant l'absence du camp présidentiel, le médiateur ougandais a donc créé un report sinistrement interprété. Le ministre burundais des Affaires étrangères assure que c'est un malentendu et que la délégation gouvernementale avait expliqué la veille qu'il lui serait difficile de se libérer à cause de l'expiration des administrateurs communaux et de l'élection présidentielle. « Il me semble qu'il y a un problème de communication, le gouvernement avait clairement indiqué au facilitateur que ce dimanche était difficile pour nous dans la mesure où c'est le jour où se sont tenues les élections des administrateurs communaux par les conseils communaux. Et c'est aussi un dimanche, le matin au Burundi on va à l'église », avait déclaré Alain Aimé Nyamitwe. L'opposant Agathon Rwasa, lui, n'y croit pas : « C'est un blocage parce que pour le pouvoir et le CNDD-FDD il faut aller jusqu'au bout pour imposer sa volonté. Mais je pense que ça n'augure rien de bon. Pour que l'on s'entende, la crise, ça risque de la renforcer. » Mais pour l'ex-président Domitien Ndayizeye, le dialogue finira par porter ses fruits. « Je pense que tant que la facilitation n'a pas dit son dernier mot, on a pas à désespérer. Les points de vue qui sont défendus aujourd'hui continueront à être défendus jusqu'à ce qu'il y ait une bonne organisation pour le Burundi et pour tout le monde », estime-t-il. Cet épisode inquiète dans les milieux diplomatiques qui y voient un mauvais signal pour l'avenir du pays.